

Commémoration du 19 mars 1962
Discours du 59^{ème} anniversaire du cessez-le-feu en Algérie
2021

Mesdames et Messieurs les membres des associations d'anciens combattants,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs,

Après une année marquée par la durée de la pandémie de la COVID 19, mes pensées vont tout naturellement vers celles et ceux qui nous ont quitté.

A nos amis et membres de la FNACA.

Elles vont aussi à leurs familles dont nous partageons la peine dans ces moments difficiles.

C'est avec une émotion partagée que nous sommes réunis aujourd'hui, devant notre Monument aux Morts, afin de commémorer, tous ensemble, la date du 19 mars 1962 qui marque le 59^{ème} anniversaire du cessez-le-feu en Algérie.

Cette journée nationale du souvenir et du recueillement sert la mémoire des victimes, civiles et militaires, de la Guerre d'Algérie.

Cette date du 19 mars est le symbole d'un évènement historique qui fut accueilli avec soulagement par une grande majorité de nos compatriotes et qui a ouvert au peuple algérien la voie de l'indépendance.

Huit années d'une guerre qui ne disait pas son nom mais en contenait pourtant toutes les horreurs.

Aujourd'hui, nous honorons toutes les douleurs et nous reconnaissons toutes les souffrances liées à cette guerre.

En cette journée nationale de mémoire, nous n'oublions **aucune des victimes, pourtant nombreuses** : Ni les morts dans la population algérienne, ni les 25 000 morts français, ni les 65 000 blessés militaires, ni les 2 788 civils français tués entre le 1^{er} novembre 1954 et le 19 mars 1962 et enfin les milliers de français et d'algériens enlevés et disparus après le cessez-le-feu, sans oublier non plus les victimes des attentats perpétrés par l'O.A.S.

Les soldats du contingent français ont répondu présents avec courage et ont vécu douloureusement ces huit années de combats, d'attentats, de tortures et de répression.

Pour eux, la date du 19 mars 1962 est fondamentale. Elle est synonyme de la fin des épreuves et de la joie des retrouvailles avec la famille et le travail, sans que rien ne puisse jamais être oublié.

Commémorer cette date, c'est aussi rendre hommage à toutes celles et à tous ceux, qui furent brisés par le silence et l'oubli : rapatriés, harkis, anciens soldats du contingent, militaires professionnels, familles endeuillées ; souvent amers, parfois rongés par le silence et la culpabilité.

Nous pouvons dire aujourd'hui qu'il n'existait pas de solution évidente, de solution acceptable par tous et pour tous en Algérie.

Une situation inextricable qui rend si difficile l'exercice de recherche des responsabilités.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, si la France est à la table des vainqueurs, elle le doit beaucoup à ses colonies. Pour autant, elle ne saisit pas l'importance de répondre à leurs légitimes demandes de liberté et ainsi de s'adapter à un nouvel ordre mondial. Elle perdra en

moins de vingt ans la plupart des territoires qu'elle contrôlait, avec des conflits extrêmement violents en Indochine et en Algérie.

L'Algérie fut « la dernière page de l'Histoire de l'empire colonial français » et il faut savoir la refermer ensemble, sans regret.

Des malentendus durent encore, nous devons les lever.

Cela ne pourra se faire sans une exigence de vérité, une reconnaissance de toutes les douleurs et une réparation de toutes les injustices liées au silence et à l'indifférence.

La colonisation n'est pas encore une séquence historique admise par tous.

Albert Camus, écrivain déchiré par ce conflit, écrivit en 1958 ces mots prémonitoires : « La France se trouvera forcée de lâcher les Arabes et les Français. Si ce dernier malheur arrivait, les conséquences seraient nécessairement graves et les Algériens ne seraient certainement pas seuls à entrer en sécession ». « Si l'homme échoue à concilier la justice et la liberté, alors il échoue à tout » ajoutait-il.

Pour éviter de diviser encore notre Nation au sujet des querelles mémorielles, il nous faut les appréhender différemment. Il y a celle concernant la période de la Guerre de 1954 à 1962 et celle liée à l'histoire de la colonisation.

La République s'honorerait de reconnaître que la colonisation contredisait le principe de l'égalité de tous les êtres humains proclamé lors de la Révolution Française.

Nous devons assumer notre Histoire pour affronter notre présent, tel doit être notre objectif.

Cette commémoration doit être aussi l'occasion de regarder vers l'avenir, en exprimant notre volonté d'apaisement et de réconciliation dans la durée entre deux pays qui comptent une si longue histoire commune et un même idéal, celui de la paix.

Vive la République.

Vive la France.